

# newsletter

lettre d'information de la Délégation de l'Union européenne au Liban

ISSUE 1 | 2011

## The springtime of human rights and democracy



In the wake of this spring's popular uprisings across the Arab world, the European Union has developed specific tools to respond to the new challenges, but also to the new opportunities that the Arab Spring has produced. The new European Neighbourhood Policy reframes the partnership, with a view to facilitating the process of transition in the region and providing practical measures to support "deep democracy", human rights, social justice, good governance and the rule of law. Indeed, as EU High Representative Catherine Ashton recently highlighted, human rights should be "the silver thread that runs through our actions".

Political dialogue on human rights and democracy between the EU and the Lebanese authorities takes place on a regular basis. Institutionally, the Human Rights Subcommittee consisting of representatives of the Lebanese government and the EU holds meetings almost annually. This subcommittee provides a chance to monitor and follow up on the Lebanese and European commitments to advance human rights and democracy in Lebanon.

Financial assistance to human rights is

provided to the Lebanese State institutions both at the policy-making level and to promote the implementation of reforms. Funding is also provided through the European Instrument for Democracy and Human Rights (EIDHR) to civil society to act as a catalyst for political reform and defence of human rights.

Our cooperation in Lebanon (more than twenty distinct initiatives with over €25 million currently under disbursement, and a further €20 million under preparation) goes beyond workshops, conferences and seminars. EU cooperation in Lebanon has realised tangible results: for instance, victims of abuse are now benefitting from legal and psychosocial support, migrant workers are more aware of their rights and how to claim them, the Lebanese judiciary is better trained to ensure that judicial proceedings are conducted fairly, voters are better informed on how to exercise their rights, parliamentarians have increased skills to pass legislation, women in Hermel are better empowered to participate in public life and Palestinian children have improved their living conditions in Nahr el Bared Camp.

However many pending challenges still call for urgent action: the abolition of death penalty, equality between women and men, the living conditions of refugees, the efficiency and the independence of the judiciary, the alignment of prison conditions with international standards, the protection of migrants and the eradication of all kinds of discrimination.

The EU remains ready, in Lebanon and in the region, to support the efforts of those that strive for the protection and recognition of human rights as well as to be a reliable partner for democracy, rule of law and freedom.



Droits de l'homme, droits de tous

Les événements qui bouleversent la région sont d'une ampleur considérable. En ce "Printemps arabe", les peuples demandent une vie meilleure et le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Ces aspirations à plus de démocratie, de pluralisme, de liberté et de justice méritent le soutien de tous, car ces droits sont universels.

L'Union européenne a vite réagi à ces événements en développant des outils qui doivent permettre aux Etats partenaires, mais aussi à la société civile de faire progresser les droits de l'homme et la démocratie. C'est en faisant de la démocratie et des droits de l'homme ses valeurs fondamentales que l'Europe s'est construite et qu'elle continue de se construire. C'est aussi le sens de notre action politique à l'étranger : nous avons la conviction que ce n'est que dans un système démocratique, soucieux du respect des droits, que la paix, la stabilité et le progrès peuvent s'installer de manière durable.

Avec plus de vingt initiatives en cours - pour un montant total de 25 millions € -, l'UE accompagne au Liban de multiples acteurs, témoignant au-delà des mots de l'engagement européen en faveur de leurs droits. Au Liban comme partout, les droits de l'homme sont les droits de chacun : les droits de la femme, du travailleur immigré, du journaliste en danger, du prisonnier... mais ils sont aussi les droits de tous, de ceux qui veulent voir au Liban un Etat de droit, des institutions démocratiques, et un système judiciaire efficace et indépendant. Dans une région en pleine effervescence démocratique, le Liban aussi doit s'engager sur le chemin des réformes, vers plus de démocratie et une meilleure défense des droits de tous.

Angelina Eichhorst  
Chef de Délégation

<b>In this issue</b>	Interview du député Ghassan Moukheiber	2-3
	Human rights and democracy: EU-funded projects in Lebanon	4-5
	L'UE et la liberté de la presse au Moyen-Orient	6
	EU action in Lebanon: projects of Member States	7
	A stronger EU voice at the UN General Assembly	8



For information, please contact the Delegation of the European Union to Lebanon: +961 1 569 400

<http://eeas.europa.eu/delegations/lebanon>

Interview de Ghassan Moukheiber, rapporteur de la Commission parlementaire des droits de l'homme

# Ghassan Moukheiber : "Soyons réalistes, exigeons l'impossible !"

**1) Le Liban a ratifié de nombreuses conventions internationales pour la défense des droits de l'Homme. Mais celles-ci peinent à être traduites dans les faits, par la mise en place de mesures concrètes, par des lois et par des rapports. Comment expliquez-vous cela ?**

Les droits de l'homme n'ont pendant longtemps pas figuré dans l'ordre des priorités de l'Etat libanais. A la Commission parlementaire des droits de l'homme, par le biais du Plan national des droits de l'homme en particulier, nous essayons de recentrer cette attention au niveau de chacun des pouvoirs de l'Etat, législatif et exécutif, des différents ministères concernés et du judiciaire, en collaboration avec la société civile.

Les droits de l'homme ne sont pas que des textes : c'est une volonté, un financement, une pratique de tous les jours et une culture. Le Liban bénéficie au niveau de sa société elle-même d'une culture qui s'acharne à appliquer les valeurs de libertés fondamentales ; il faut que les autorités publiques fournissent le reste : la volonté politique, des institutions efficaces, le financement nécessaire parfois, et des législations appropriées.

Cela ne peut se faire que thématiquement, sujet par sujet, liberté par liberté. Régler le problème des prisons, par exemple, requiert un financement particulier, nécessite des institutions capables de gérer une nouvelle approche pénitentiaire (par une autorité indépendante, à mon avis) ; il faut aussi revoir notre code de procédure pénale et l'efficacité du juge qui effectue des détentions préventives à la pelle. Cet exemple démontre que pour un problème complexe, il ne peut y avoir que des réponses et des programmes complexes. D'autres sujets comme la liberté de conscience et de religion posent des problèmes relatifs au renforcement des droits des individus face à l'espace des communautés, donc la question du développement de l'espace laïc non communautaire, donc un problème législatif et administratif, et non pas seulement culturel, ni institutionnel, ni financier.

C'est l'approche que nous avons adoptée : dans le Plan national, nous avons des recommandations par liberté, par thème. On ne peut pas généraliser, sauf pour souligner l'absence de volonté politique. Les questions qui concernent les droits de l'homme ont toujours été reléguées au deuxième plan, avant et après le retrait



syrien. Par exemple, avant et après le retrait syrien, pour la question des disparus je ne note pas de grand changement, sauf des déclarations d'intentions qui ne sont, hélas, traduites par aucune action concrète.

**2) Au Liban, la société civile qui défend les droits de l'homme et la démocratie est très dynamique. Selon vous, quelle est sa marge de progression possible ? Comment ces militants peuvent-ils améliorer leurs actions pour lutter contre les violations des droits de l'homme et l'impunité ?**

Je recommande à la communauté des droits de l'homme de réaliser les défis suivants :

1) Premièrement, une meilleure coordination et une meilleure coopération. Personnellement, je trouve que le modèle qui a le mieux réussi au Liban est celui des campagnes nationales pilotées par une association spécialisée soutenue par un ensemble d'autres associations plus ou moins intéressées.

2) Deuxièmement (et cela s'adresse autant aux organisations internationales qu'aux bailleurs de fonds), il faut développer les capacités institutionnelles des associations autant que de focaliser l'attention sur des projets en particulier. Avec très peu de financement, on peut faire beaucoup plus au Liban car le volontariat compense. Les associations libanaises

ont toujours le problème de leur survie institutionnelle alors que la nécessité d'action et de travail est immense.

3) Troisièmement, - et c'est un modèle que nous avons engagé à l'occasion du Plan national - les associations devraient apprendre ou réapprendre à collaborer avec les autorités publiques, y compris le Parlement et les ministères, parce que cette collaboration est possible et cela ne fait que rendre plus efficace l'action des deux bords, celle de la société civile et des autorités publiques.

**3) Parmi les réformes éventuelles pour rendre le système électoral conforme aux standards internationaux, lesquelles sont selon vous les plus à même d'être adoptées avant les élections de 2013 ?**

Je suis toujours un slogan français de Mai 1968 : "Soyons réalistes, exigeons l'impossible". Je ne peux pas préparer la construction de l'Etat libanais démocratique - que j'espère - en me limitant au possible. Il reste deux années, mais avec une volonté sérieuse on peut faire beaucoup de choses en deux ans. Mon ambition, c'est le tout ! Réaliser l'ensemble des réformes.

Ces réformes consistent à : réviser notre système électoral, en vue, je l'espère, d'adopter la proportionnelle dans le cadre de circonscriptions dites moyennes (une dizaine de circonscriptions), créer une

autorité indépendante et autonome pour gérer les élections législatives mais aussi municipales, développer la participation des femmes au niveau des candidatures et considérer sérieusement le projet d'un quota. Il faut aussi revoir l'expérience libanaise au niveau du sujet fondamental du financement des campagnes électorales et des médias. Sur les deux plans, l'expérience de 2009 était décevante et il faut l'analyser. Mais le problème ne réside pas que dans les textes qui ont été adoptés dans la loi de 2009, mais aussi dans la manière inefficace dont les textes ont été appliqués par la SCEC (Commission de Supervision de la Campagne Electorale) et la justice. Enfin, il faut mettre en place un ensemble de dispositions à caractère administratif : bulletins pré-imprimés, vote efficace des Libanais d'outre-mer, etc. Les réformes nécessaires sont donc une vraie gageure.

Pour réaliser tout cela, je ne me fais aucune illusion sur le fait que les parlementaires et les politiciens soient capables d'effectuer un bon travail. Raison pour laquelle j'émetts la suggestion de reconstituer une commission de "sages " (à la manière de l'ancienne commission Boutros), pouvant travailler à la rédaction d'un nouveau projet législatif et développer une dynamique de dialogue extra-parlementaire. C'est une condition sine qua non pour réussir la réforme.

**4) Vous êtes à l'initiative d'un rapport qui a montré l'inefficacité du Parlement. Pensez-vous que ce sujet crucial reçoit suffisamment d'attention ?**

Hélas, pas du tout. Et de la part des politiciens de tous bords, qui mènent une politique de "joute médiévale"

plutôt qu'une politique de construction institutionnelle. Nous pâtissons tous d'une inefficacité parlementaire, tant sur le plan législatif que du contrôle. Mais je ne vois pas encore une volonté qui se dessine pour donner les réponses appropriées, sans se renvoyer la balle. Des propositions concrètes sont faites (notamment une proposition de modification du règlement du Parlement, que j'avais déposée en 2003) ; il est grand temps que le Parlement commence à réfléchir à ses tares sans complexes et qu'il leur trouve des solutions parce qu'elles sont fondamentales pour une démocratie fonctionnelle. Pas de démocratie sans élections ; mais aussi, pas de démocratie si après les élections on aboutit à un Parlement qui ne fonctionne pas ou qui fonctionne très mal.

**5) Le Liban a toujours été considéré en avance sur ses voisins arabes en termes de droits de l'homme et de démocratie. Alors que dans certains pays (Tunisie, Egypte, etc.) cet état de fait pourrait changer rapidement, comment pensez-vous que le Liban devrait s'adapter aux événements qui secouent la région ?**

J'utiliserais deux images pour vous répondre. Il y a un dicton que j'aime beaucoup : "Au royaume des aveugles, le borgne est roi". Le Liban qui s'enorgueillit, parfois à juste titre, mais parfois et trop souvent en se comparant à ses voisins, gagnerait à faire une autocritique honnête pour réaliser que nous avons un très long chemin à faire vers la réalisation de bonnes élections, le respect des droits de l'homme, la construction de l'Etat de droit renforcé par une justice indépendante et efficace, qui constituent ensemble, les piliers de la démocratie.

La démocratie à la libanaise, qui est presque incompréhensible pour nos amis étrangers, qui fonctionne cahin-caha, qui est presque dysfonctionnelle, car elle ne repose plus sur des systèmes mais sur des arrangements négociés tout le temps, cette démocratie instable avec toutes ses tares a montré qu'elle était meilleure que les dictatures de la région qui ont l'apparence de la stabilité, à l'image des canots à coque plate, stables et faciles à manier lorsque l'eau est calme, mais qui se retournent et sombrent très vite lorsque l'eau s'agite. La démocratie à la libanaise est, par contre, à l'image des canots à coque pointue, difficiles à manœuvrer en tout temps, mais qui ne peuvent pas être renversés par la grande mer, en cas d'intempéries.

Cependant, il ne faut pas s'endormir sur ses lauriers : nous avons à revoir notre fonctionnement institutionnel, notre système administratif et politique corrompu, et même nos arrangements constitutionnels s'il le faut. C'est un moment très critique mais intéressant pour la région : que la mer se déchaîne, que le peuple se redécouvre et s'exprime avec courage, est à mon avis une chose magnifique qui se passe au Moyen-Orient. L'essentiel est que ces peuples savent autant construire que détruire, parce que l'on sait ce que l'on ne veut pas, mais il est beaucoup plus difficile de savoir ce que l'on veut. Je souhaite à nos voisins arabes, autant que je le souhaite aux Libanais, de réussir la construction d'Etat et pas seulement la destruction des dictatures.

## Dernière minute

# Plus d'ambition pour la Politique Européenne de Voisinage : vers l'approfondissement de la démocratie

Face à l'ampleur des changements politiques qui ont lieu sur sa rive sud, et consciente que son soutien aux réformes politiques doit être encore renforcé, l'Union européenne a annoncé fin mai une nouvelle stratégie pour sa Politique Européenne de Voisinage lancée en 2004. A cet effet, une enveloppe de 1,24 milliard € s'ajoutera aux 5,7 milliards € déjà alloués pour la période 2011-2013.

Revoir l'ensemble de ses relations – politiques, mais aussi économiques – avec chacun de ses voisins, à la lumière des

progrès réalisés en matière de démocratie et de droits de l'homme : tel est le défi que se lance l'UE. Pour établir mais aussi consolider de véritables démocraties, l'aide accordée par l'UE sera réévaluée en fonction des progrès réalisés, dans chacun des pays partenaires, permettant ainsi de parvenir à un niveau de différenciation plus élevé et donc de mieux soutenir sur le long terme les réformes politiques. L'UE n'entend pas imposer de modèle, mais bien au contraire laisser l'initiative à chacun de ses partenaires.

Enfin, tout un volet de l'assistance de l'UE visera à soutenir encore davantage l'action de la société civile locale et de tous les acteurs engagés dans le changement démocratique. Ces nouveaux instruments viendront renforcer les mécanismes déjà existants dans le cadre de la Politique Européenne de Voisinage.

Pour plus d'informations : [http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com\\_11\\_303\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com_11_303_fr.pdf)

## An Advisory Unit to reinforce the Lebanese Parliament's capacities and resources

To improve the coherence and effectiveness of democratic institutions in the world, the European Union has recently enhanced its support to national Parliaments in neighbouring countries. In Lebanon, the limited effectiveness of Parliament and the need to reinforce legislative capacities is clearly demonstrated in the report prepared in July 2009 by Deputy Ghassan Moukheiber that analyses how 300 draft laws that affect key issues in the country are currently waiting for discussion and adoption by the different parliamentary committees and then by the General Assembly.

For this reason, and in collaboration with the Lebanese Parliament, the EU has decided to support with €500,000 the creation of an Advisory Unit within Parliament to provide professional support to the parliamentary committees in their financial oversight and legislative scrutiny. This project, implemented by the Westminster Foundation for Democracy (WFD), seeks to enhance the Parliament's capacity and thus improve good governance in Lebanon.

The WFD is currently assessing the needs in close coordination with the parliamentary staff in order to ensure that the project will be most useful to them. Once the training plan is defined, the Advisory Unit will call for Lebanese and European experts to provide short-term and long-term technical assistance to the whole parliamentary staff. So far, experts from the British National Audit Office, the



Scrutiny Unit at the House of Commons, the Lebanese Institute of Finance, the National Court of Audit and the Lebanese University have already been associated to the process. Lebanese parliamentarians will also meet British MPs at the House of Commons, in London, to exchange their experience and thus share best practices.

Many issues will be covered by the expertise, such as how to enhance reporting skills, how to better draft a budget, how to optimise the use of public

funds or what are the international standards that legislative proposals should be in compliance with.

Beyond the end of the project, the Parliament committed itself to contribute to the budget of the Advisory Unit. This is a crucial step announced by Speaker Nabih Berri towards ensuring Parliament's ownership of the project and its sustainability.

## Citizens spread the culture of electoral reform

In the framework of the European Neighbourhood Policy, the European Union has committed to supporting Lebanon's efforts at reforming its system of political representation, including its electoral framework. Up until now, the EU has provided support to both the Lebanese authorities and civil society to promote further reform in this regard. Furthermore, the EU deployed Election Observation Missions in 2005 and 2009, upon invitation by the Lebanese authorities, to assess whether the elections were conducted in line with international standards.

Spreading the culture of electoral reform at the local level in Lebanon is one of the main priorities of the Lebanese Association

for Democratic Elections (LADE). To pursue this objective, including through financial support by the EU, LADE organised trainings and capacity building sessions in six different Lebanese regions for one hundred twenty-two volunteers, who then became electoral observers. These citizens now contribute to mainstreaming the culture of democratic elections in their local communities, by organising debates on what they learnt on election monitoring, election reform and the international standards on elections. A manual of good democratic practices was also written and distributed to expand the benefits of the trainings.

Empowered by the knowledge they obtained, most of these citizens supervised

the municipal elections of May 2010. Not only did they assess whether the conduct of the elections was in line with international standards on the ground; but they also reported documented irregularities and made recommendations. LADE directly used this information for lobbying, in particular through press conferences and press releases.

Currently, the volunteers continue to promote dialogue on election reform in their regions. According to LADE's Executive Director Yara Nassar, "the project did not only help to keep the momentum for electoral reform on the political agenda, it created a whole network of citizens committed to electoral reform, at very local level."

## Gender equality and women's empowerment at the heart of EU external action

The promotion of gender equality and the defence of women's rights has become a priority for the European Union all over the world. Indeed, since 2009, gender equality is not only a cross-cutting issue in EU-funded projects; it is now considered as a priority in its own right. For this reason, the EU has funded a number of actions in support of gender equality for a total amount of about €3 million in Lebanon since 2009.

In April 2010, a law to protect women from family violence was adopted by the Lebanese Council of Ministers. Like many others, this bill awaits approval of the Lebanese Parliament. However, the first step of drafting the law has been completed. This was the result of the work of the NGO "KAFA" (Enough Violence and Exploitation) with the financing from the EU. The final adoption of the law by Parliament would be considered a significant achievement for women's rights defenders in Lebanon.

On the occasion of International Women's Day on 8 March, KAFA launched under another EU-funded initiative a regional and media campaign on lifting the reservations to the Convention on the elimination of all forms of discriminations against women (CEDAW). This regional campaign also covers Jordan and Syria;



A billboard against gender discrimination on roads.

it includes advocacy actions targeting parliamentarians and decision makers as well as media lobbying. Adopted in 1979 by the United Nations General Assembly, the CEDAW, an international bill of women's rights, defines what constitutes gender discrimination and sets an agenda for national action to end such discrimination. However, Lebanon, Syria and Jordan - among other countries - still

have reservations on important points of the Convention, such as article 16, which deals with equality between men and women in marriage and in the family (such as child custody or the right of women to choose a family name, a profession and an occupation). The EU expects Lebanon to translate the Convention's principles into reality, by working towards abolishing gender-based discrimination.

## Protecting the vulnerable: How the EU helps migrants in Lebanon

Migrants in Lebanon, whether they are workers and housemaids, who originate mostly from Asia or Africa, refugees and asylum seekers, often live in poor conditions. They are particularly vulnerable to various violations of their fundamental rights, and Lebanese law does not sufficiently protect them, in particular with regard to the legal framework governing labour. In this context, the European Union to Lebanon supports two types of action.

Firstly, the EU supports financially Caritas, an NGO which provides a wide-range of concrete services and assistance to migrants. Caritas helps domestic workers, especially those who have been mistreated by their employers with holding their papers and payments. It offers various kinds of support: redeeming unpaid salaries, regulating the status of migrant workers or, when necessary, changing their employers, offering medical care and

providing legal assistance. In detention centres, lawyers and social workers visit migrants and refugees, facilitate the issuance of their legal papers or request asylum for those who are eligible, and accelerate administrative procedures to avoid lengthy detentions.

In addition to this support in everyday life, the EU encourages the long-term advocacy and lobbying action through a concerted effort of the civil society. To achieve this goal, it has, among other activities, sponsored a coalition of NGOs led by COSV (Comitato di coordinamento delle organizzazioni per il servizio volontario) which shared and disseminated information on human rights issues. "Research-action" on various human rights topics was carried out as a joint initiative that produced not only documented studies on human rights abuses in Lebanon, but also practical recommendations to policy makers, in

particular on issues of racism and the trafficking of migrants in Lebanon.

The project also included a successful Human Rights Film Festival in February 2011, and the launch of a website that serves as a platform for human rights defenders in Lebanon: [www.humanrights-lb.org](http://www.humanrights-lb.org)



Credits: Ferran Quevedo / AIDA

L'UE et la liberté de la presse au Proche-Orient

## Le centre "SKeyes" : soutenir les journalistes au quotidien

Afin de promouvoir la liberté de la presse au Proche-Orient, l'Union européenne soutient les activités de " SKeyes" (Samir Kassir Eyes), un vaste projet de la Fondation Samir Kassir. Grâce à une subvention de plus d'un million d'euros, le centre basé à Beyrouth met en place un soutien matériel et une assistance juridique pour les journalistes menacés au Proche-Orient.

L'idée est d'abord de mettre en réseau les journalistes, à un niveau régional et international, pour mieux dénoncer les atteintes à la liberté de la presse. Ainsi, une base d'informations, constituée à partir de

données recueillies sur le terrain, permet de lancer un système d'alertes immédiates en cas de violations graves. Dans chaque pays, les cas portés devant les tribunaux sont recensés et, pour les journalistes qui sont poursuivis, la Fondation Samir Kassir assure un service d'assistance juridique. En outre, le centre propose une aide matérielle (logement, nourriture) et un service de réinsertion professionnelle pour les journalistes en difficulté.

Mais le projet "SKeyes" ne s'arrête pas là : il comprend aussi un fonds d'archives, une bibliothèque spécialisée et un site Internet.

De plus, le centre publie des communiqués de presse, des rapports et une newsletter et organise des conférences, des ateliers et des expositions. Toutes ces activités permettent de sensibiliser le grand public, et d'alerter les autorités et les organisations internationales sur l'état de la liberté de la presse dans la région.

Pour plus d'informations :  
[www.skeysmedia.org](http://www.skeysmedia.org)

Prix Samir Kassir 2011

## Une année particulière pour la liberté de la presse

Six ans après l'assassinat du journaliste Samir Kassir, l'Ambassadeur Angelina Eichhorst, Chef de la Délégation de l'Union européenne au Liban, a remis le Prix Samir Kassir pour la liberté de la presse aux lauréats de l'édition 2011, lors d'une cérémonie qui a eu lieu le 2 juin à Beyrouth. L'Égyptienne Ethar El-Katatney a remporté le prix de 10 000 € pour son article d'opinion "The Veiled Muslim Bogeygirl" ("L'épouvantail de la musulmane voilée"), publié en anglais sur BikyaMasr, journal égyptien en ligne (20/01/2011). Dans la catégorie "enquête-reportage", c'est le Libanais Habib Battah qui s'est distingué pour son article "Retour dans la Vallée des Juifs", publié sur le site anglophone de la chaîne qatarie Al Jazeera (16/12/2010), et qui lui a aussi valu un prix d'une valeur de 10 000 €.

Le Prix Samir Kassir pour la liberté de la presse, décerné par l'Union européenne, récompense des journalistes pour la qualité de leur travail et pour leur engagement en faveur de la démocratie et de l'Etat de droit. Organisé tous les ans depuis 2006 en partenariat avec la Fondation Samir Kassir, le prix rend hommage au journaliste libanais Samir Kassir, assassiné le 2 juin 2005 à Beyrouth. Le concours est ouvert aux ressortissants de dix-huit pays d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et du Golfe.

Cette année, un nombre record de deux cent vingt candidatures a été reçu, en augmentation de 50 % par rapport à 2010. L'Ambassadeur Angelina Eichhorst a insisté sur la résonance particulière de l'édition 2011 du Prix Samir Kassir : "le "Printemps arabe" n'aurait pas été le même sans réseaux sociaux, sans journalistes, sans blogueurs, sans la presse en ligne. Tous ont joué un rôle majeur au cœur de ces

soulèvements populaires, en nous les faisant vivre, intensément, comme si nous y étions". "Tous sont les relais des peuples et de leurs aspirations à la liberté, à la démocratie, à la justice sociale, qui sont pour l'Union européenne des droits universels et non négociables", a-t-elle ajouté.

Pour plus d'informations :  
[www.prixsamirkassir.org](http://www.prixsamirkassir.org)



De droite à gauche : l'Ambassadeur Angelina Eichhorst, les lauréats Habib Battah et Ethar El-Katatney, et Mme Gisèle Khoury-Kassir.

# European action in Lebanon: the projects of EU Member States

## Italy underlines the role of women in civil society

On 8 April 2011 a ceremony took place at UNESCO Palace for the presentation of three publications – a best practice booklet, a referral guide and a code of conduct – to be disseminated to non governmental organisations (NGOs) and entities dealing with women victims of gender-based violence.

The initiative, part of the two-year programme "Protection, Empowerment,

Prevention" (PEP) funded by the Italian Ministry of Foreign Affairs – *Cooperazione Italiana* – aims to enhance the capacities of the Lebanese civil society. Fifteen non governmental entities gave their contribution to the three publications, which are meant to be a reference manual in the promotion of women's rights.

The meeting was attended by H.E. the Italian Ambassador Giuseppe Morabito, H.E.

Minister of State Mona Afeiche, a number of representatives of line ministries, UN agencies, several representatives of Palestinian and Lebanese NGOs and many concerned women and men. Ambassador Morabito recalled that "the road to equal rights and opportunities between men and women is yet long: in Lebanon, as well as in the majority of the countries, Italy included" and underlined, to this end, civil society's crucial role.

## Finland and Spain take action against the situation of domestic migrants in Lebanon

Through a €19,000 project implemented by Caritas (see p. 5), Finland aims to reach out to the population directly affected by the lack or non respect of human rights that is the migrant population in its great diversity of situations, be it asylum-seekers, migrant workers regular and irregular, refugees or imprisoned foreigners. It represents one of the most vulnerable groups in need of protection of its human rights. The intervention allows promoting the respect of human rights and the need for a better understanding of vulnerable migrants directly with the Lebanese stakeholders. The project conducts three workshops for a total of one hundred instruction and penal judges and general prosecutors. The targeted population is crucial as the selected judges and prosecutors are criminal justice system's actors directly correlated to migrants, and there is a need to raise their awareness

on the migration-related issues, especially vulnerabilities faced by migrants.

On 23 February 2011, the Ambassador of Spain to Lebanon, H.E. Mr. Juan Carlos Gafo, launched the project "Empowerment and social inclusion of migrant domestic women workers and their children in the Greater Beirut", which is funded by the Spanish Agency for International Development Cooperation and implemented by the Spanish NGO AIDA and the Lebanese INSAN Centre. Spain considers that gender equality and the situation of domestic women workers in Lebanon is an issue that fundamentally affects the general state of human rights in this country. According to this, the work of Spain, through projects like this one, is complementary to that of other organisations, especially the European Union as a whole. To fulfil the main



objectives of this project, social and legal assistance to immigrant women workers will be provided, the inclusion of their children in the national education system will be facilitated and an awareness campaign on the situation of these women workers will be launched.

## A Swedish project brings together people from different backgrounds on stage

As part of the "Tamasi" regional programme in support of freedom of expression in general, and performing arts in particular, the Swedish International Development Cooperation Agency (Sida) together with the Stockholm Academy for Dramatic Arts has contributed to the Shams theatre in Beirut.

During 2010, the Swedish support has helped to sustain this open space for uniting people of different backgrounds who use culture to find a common ground. In particular, the theatre has actively tried to reach out to young

artists in order to give them the chance of present their work to a broader audience, and thus to advance the discussion about current political, social and cultural issues.

## 2011 Lorenzo Natali Prize in Journalism

The European Commission has launched the annual Lorenzo Natali Journalism Prize 2011. The Prize is awarded for excellence in journalism on the theme of development, democracy and human rights across the world and is open to journalists from around the globe.

The Prize, in partnership with Reporters Without Borders, recognises outstanding journalists, some of whom take great risks to expose injustice and suffering. It is open to print, online, TV and radio journalists based in Europe, Africa, the Middle East and the Arab World, Latin America and the Caribbean as well as Asia and the Pacific.

Print/online winners will receive cash prizes of €5000 (1<sup>st</sup> prize), €2500 (2<sup>nd</sup> prize) and €1500 (3<sup>rd</sup> prize). The winners in the television and radio categories will be awarded €5000 each. The Grand Prize winner will receive an additional €5000. The winners will be announced at an award ceremony in December 2011.

**The deadline to submit applications: 31 August 2011.**

**For more information:**  
[www.lorenzonataliprize.eu](http://www.lorenzonataliprize.eu).

### EU News

## A stronger EU voice at the UN General Assembly

With a resolution of the United Nations General Assembly adopted on 3 May, "the European Union has achieved an important recognition as a global actor in the United Nations", declared President of the European Council Herman Van Rompuy.

This resolution marks an important stage following the entry into force of the 2009 Lisbon Treaty, which aims in particular to give the EU a more important say in world affairs. The resolution allows senior EU representatives to present common positions of the Union, as well as proposals and amendments. "The European Union will have its voice in the General Assembly", explained President Van Rompuy. EU High Representative for Foreign Affairs and Security Policy Catherine Ashton also expressed her satisfaction. "I believe in the collaboration between the European Union and the United Nations," she said, "and I have made it part of my remit to ensure that the European Union works as closely as possible with the United Nations as we seek to rise to the challenges that we face across the world."

EU representatives will be able to present positions of the EU, as agreed by the twenty seven Member States. Making interventions in the debate of the Assembly will empower the European Union to speak with one voice on the world stage.

However, EU representatives remain observers at the General Assembly and therefore can neither vote nor challenge decisions of the Assembly's presiding officer or put forward candidates.

The resolution was adopted by one hundred eighty votes in favour, including Lebanon, zero against and two abstentions (Zimbabwe and Syria).

## Calls for proposals

### Strategic projects for cooperation in the Mediterranean

**Deadline: 14/07/2011**

The Autonomous Region of Sardinia, acting as Joint Managing Authority of the ENPI CBC Mediterranean Sea Basin Programme, launched a new call focused on the six following topics:

1. Agro-food industry
2. Sustainable tourism
3. Integrated coastal zone management
4. Water management
5. Waste treatment and recycling
6. Solar energy

The total budget for this call is of €62,4 million.

**For more information:**  
[http://eeas.europa.eu/delegations/lebanon/index\\_en.htm](http://eeas.europa.eu/delegations/lebanon/index_en.htm)

### Scholarships for Palestinian students

The 2011 university scholarship programme for Palestinian refugees living in Lebanon will cover tuition fees for the full duration of studies (3 - 5 years) at a selected Lebanese university. The applications will be accepted for two weeks following the official announcement of the Baccalaureate II results by the Lebanese Ministry of Education and Higher Education (mid-summer 2011, to be specified). For more information about the scholarships and on how to apply, contact UNRWA (Tel: 01-840 490).

This programme is financed by the European Union and implemented by UNRWA.

### European Instrument for Democracy and Human Rights

**Deadline: 16/09/2011**

The Delegation of the European Union to Lebanon announces the launching of its call for proposals for the funding of projects aimed at "Strengthening the role of civil society in promoting human rights and democratic reform" with financial assistance from the European Instrument for Democracy and Human Rights (EIDHR).

This instrument aims to contribute to the development and consolidation of democracy and the rule of law and respect for all human rights and fundamental freedoms. It is designed to help civil society to become an effective force for political reform and defence of human rights.

**The full guidelines for applicants are available at:**  
[http://eeas.europa.eu/delegations/lebanon/index\\_en.htm](http://eeas.europa.eu/delegations/lebanon/index_en.htm)  
<https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?do=publi.welcome>

The grants awarded under this call must fall between the minimum amount of €50,000 and maximum amount of €250,000. Partnership is mandatory and there has to be at least one organisation of Lebanese nationality (applicant or partner).

*An information meeting will be held on 6 July 2011 at 10 a.m. at the premises of the Delegation of the European Union to Lebanon: 490 Harbour Drive bldg., Charles Helou av., Saifi - Beirut  
Tel: (01) 569 400 - Fax: (01) 569 415 - e-mail: [delegation-lebanon@eeas.europa.eu](mailto:delegation-lebanon@eeas.europa.eu)*

المشاريع الاستراتيجية للتعاون في المتوسط  
المهلة الأخيرة: 14/07/2011

أطلقت منطقة سردينيا المستقلة التي تتولى إدارة برنامج حوض المتوسط الخاص بالسياسة الأوروبية للجوار دعوة جديدة إلى تقديم الاقتراحات تتمحور حول ستة مواضيع:

1. الصناعة الزراعية الغذائية
  2. السياحة المستدامة
  3. إدارة المنطقة الساحلية المدمجة
  4. إدارة المياه
  5. معالجة النفايات وإعادة تدويرها
  6. الطاقة الشمسية
- تبلغ الموازنة الإجمالية لهذه الدعوة 62.4 مليون يورو.

لمزيد من المعلومات:

[http://eeas.europa.eu/delegations/lebanon/index\\_en.htm](http://eeas.europa.eu/delegations/lebanon/index_en.htm)

منح للطلاب الفلسطينيين

سوف يغطي برنامج المنح الجامعية لسنة 2011 للاجئين الفلسطينيين القاطنين في لبنان أقساط فترة الدراسة كاملة (3-5 سنوات) في جامعة لبنانية مختارة. وسوف تُقبل الطلبات لمدة أسبوعين بعد الإعلان الرسمي الصادر عن وزارة التربية والتعليم العالي اللبنانية لنتائج البكالوريا اللبنانية القسم الثاني (منتصف صيف 2011، يُحدد التاريخ لاحقاً).

لمزيد من المعلومات عن المنح وكيفية تقديم الطلبات، الاتصال بالأونروا (هاتف: 01-840490).

هذا البرنامج ممول من الاتحاد الأوروبي وتنفذه الأونروا.

الآلية الأوروبية للديمقراطية وحقوق الإنسان  
المهلة الأخيرة: 16/09/2011

تعلن بعثة الاتحاد الأوروبي في لبنان عن إطلاق دعوتها إلى تقديم الاقتراحات لتمويل مشاريع تهدف إلى "تعزيز دور المجتمع المدني في دعم حقوق الإنسان والإصلاح الديمقراطي" بدعم مالي من الآلية الأوروبية للديمقراطية وحقوق الإنسان.

وتهدف هذه الآلية إلى المساهمة في تطوير وتعزيز الديمقراطية ودولة القانون واحترام حقوق الإنسان والحريات الأساسية كافة. وهي مصممة لمساعدة المجتمع المدني ليصبح قوة فاعلة للإصلاح السياسي والدفاع عن حقوق الإنسان.

يمكن الاطلاع على الخطوط الموجهة الكاملة على الموقعين الإلكترونيين الآتيين:

[http://eeas.europa.eu/delegations/lebanon/index\\_en.htm](http://eeas.europa.eu/delegations/lebanon/index_en.htm)

<https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?do=publi.welcome>

وتتراوح الهيئات التي ستمنح في إطار هذه الدعوة إلى تقديم الاقتراحات بين 50.000 يورو كحد أدنى و250.000 يورو كحد أقصى. والشراكة إلزامية ويجب أن يكون هناك على الأقل منظمة لبنانية (متقدمة أو شريكة).

وسوف يعقد اجتماع استعلافي في 7 تموز المقبل الساعة العاشرة صباحاً في مقر بعثة الاتحاد الأوروبي: بناية 490 هاربور درايف، جادة شارل حلو، الصيفي-بيروت. هاتف: 01-569400، فاكس: 01-569415 - بريد إلكتروني: [delegation-lebanon@eeas.europa.eu](mailto:delegation-lebanon@eeas.europa.eu)

أطلقت المفوضية الأوروبية جائزة لورنزو ناتالي السنوية لعام 2011. وتكافئ الجائزة هذه السنة الصحافيين الذين يعالجون مواضيع التنمية والديمقراطية وحقوق الإنسان حول العالم وهي مفتوحة للصحافيين من جميع أنحاء العالم.

وتكافئ هذه الجائزة المنظمة بالشراكة مع "مراسلون بلا حدود" و"الاتحاد العالمي للصحف" الصحافيين الذين يواجه بعضهم مخاطر كبيرة تجعلهم عرضة للظلم والمعاناة. وهي مفتوحة للعاملين في الإعلام المكتوب والإلكتروني والمرئي والمسموع في أوروبا وإفريقيا والشرق الأوسط والعالم العربي وأمريكا اللاتينية والكاريبي، فضلا عن منطقة آسيا والمحيط الهادئ.

وسوف ينال الفائزون من العاملين في الإعلام المكتوب والإلكتروني جوائز نقدية قيمتها 5.000 يورو (الجائزة الأولى) و2.500 يورو (الجائزة الثانية) و1.500 يورو (الجائزة الثالثة). أما الفائزان في فئتي التلفزيون والإذاعة فسينالان جائزة قيمتها 5.000 يورو لكل منهما. وسوف يحصل الفائز بالجائزة الكبرى على 5.000 يورو إضافية. وسوف تعلن أسماء الفائزين في احتفال سيقام في كانون الأول 2011.

آخر مهلة لتقديم الطلبات: 31 آب 2011.

لمزيد من المعلومات:

<http://www.prixnatali2010.eu>

أخبار الاتحاد الأوروبي

## صوت أقوى للاتحاد الأوروبي في الجمعية العامة للأمم المتحدة

أعلن رئيس المجلس الأوروبي هيرمان فان رومي أنه من خلال اعتماد الجمعية العامة للأمم المتحدة قراراً في 3 أيار 2011، "حقق الاتحاد الأوروبي اعترافاً مهماً بدوره كفاعل عالمي في الأمم المتحدة".

ويشكل هذا القرار خطوة مهمة بعد دخول معاهدة لشبونة حيز التنفيذ في عام 2009، والتي تهدف بصورة خاصة إلى منح الاتحاد الأوروبي صوتاً أكبر في الشؤون العالمية. ويتيح القرار لكبار ممثلي الاتحاد الأوروبي التقدم بمواقف موحدة للاتحاد فضلاً عن الاقتراحات والتعديلات. وشرح الرئيس فان رومي أنه "سيكون للاتحاد الأوروبي صوته في الجمعية العامة". من جهتها، أعربت الممثلة العليا للاتحاد الأوروبي للشؤون الخارجية والسياسة الأمنية كاثرين أشتون عن رضاها هي أيضاً عن هذا الأمر. وقالت: "أنا مؤمنة في التعاون بين الاتحاد الأوروبي والأمم المتحدة"، وأضافت: "أخذت على نفسي ضمان عمل الاتحاد الأوروبي بأوثق صورة ممكنة إلى جانب الأمم المتحدة مع سعيها إلى مجابهة التحديات التي نواجهها حول العالم".

وسوف يكون ممثلو الاتحاد الأوروبي قادرين على تقديم مواقف الاتحاد الأوروبي، بحسب ما تم الاتفاق عليه بين الدول السبع والعشرين الأعضاء. وسوف تمكن المداخلات في النقاش في الجمعية العامة للاتحاد الأوروبي من توحيد صوته على الساحة العالمية.

غير أن ممثلي الاتحاد الأوروبي يبقون مراقبين في الجمعية العامة للأمم المتحدة ولا يمكنهم تاليا التصويت أو الاعتراض على قرارات رئيس الجمعية العامة أو تقديم المرشحين.

وتم اعتماد هذا القرار بتأييد 180 بلداً عضواً، بمن فيهم لبنان، مقابل صفر ضد القرار وامتناع دولتين عن التصويت (زيمبابوي وسوريا).

# العمل الأوروبي في لبنان: مشاريع الدول الأعضاء في الاتحاد الأوروبي

## إيطاليا تشدد على دور المرأة في المجتمع المدني

في 8 نيسان 2011، شهد قصر الأونسكو عرض ثلاثة منشورات - كتيب لأفضل الممارسات ودليل مرجعي ومدونة سلوك - سيتم تعميمها على المنظمات غير الحكومية والجهات المعنية بالنساء اللواتي يقعن ضحية العنف بسبب الجنس.

وتهدف هذه المبادرة التي هي جزء من برنامج لسنتين بعنوان "الحماية والتمكين والوقاية" الممول من وزارة الخارجية الإيطالية - التعاون

الإيطالي - إلى تعزيز قدرات المجتمع المدني اللبناني. وساهمت 15 منظمة غير حكومية في المنشورات الثلاثة والتي يُقصد أن تكون دليلاً مرجعياً في مجال دعم حقوق المرأة.

وشارك في الاجتماع السفير الإيطالي جوزيبي مورابيتو ووزيرة الدولة منى عفيش وعدد من ممثلي الوزارات المعنية ووكالات الأمم المتحدة وعدد من ممثلي المنظمات غير الحكومية

الفلسطينية واللبنانية والعديد من النساء والرجال المهتمين. وذكر السفير مورابيتو بأن "الطريق إلى الحقوق والفرص المتساوية بين الرجال والنساء ما زالت طويلة في لبنان وفي غالبية البلدان الأخرى كذلك كما فيها إيطاليا" وشدد على أن للمجتمع المدني في هذا المجال دور أساسي يؤدّيه.

## فنلندا وأسبانيا تتخذان خطوات حيال وضعية العاملات المنزليات المهاجرات في لبنان

تهدف فنلندا من خلال مشروع تنفذه كاريتاس بقيمة 19.000 يورو (راجع صفحة 5) إلى الوصول إلى الأشخاص المتضررين بصورة مباشرة نتيجة النقص في أو عدم احترام حقوق الإنسان، أي المهاجرين على اختلاف أنواعهم، سواء كانوا طالبي لجوء أو عمال مهاجرين عاديين أو غير منتظمين أو لاجئين أو أجانب مسجونين. وتمثل العاملات المنزليات الفئة الأكثر ضعفاً والتي هي في حاجة لحماية حقوقها الإنسانية. ويسمح هذا التدخل بدعم احترام حقوق الإنسان والحاجة لفهم أفضل للعمال الضعفاء مباشرة من جانب أصحاب الشأن اللبنانيين. وأقام المشروع ثلاث ورشات عمل ضمت ما مجموعه 100 قاضي تحقيق وقاض جزائي ومدع عام. وتعتبر هذه الفئة المستهدفة مهمة نظراً إلى كون القضاة والمدعين العامين المختارين فاعلي النظام القضائي الجنائي المرتبطين بصورة مباشرة بالمهاجرين،

وهناك حاجة إلى زيادة وعيهم حيال المسائل المرتبطة بالهجرة، لاسيما نقاط الضعف التي يعاني منها المهاجرون.

وفي 23 شباط 2011، أطلق السفير الأسباني في بيروت خوان كارلوس غافو مشروع "التمكين والاندماج الاجتماعي للعاملات المنزليات المهاجرات وأولادهن في بيروت الكبرى" الممول من الوكالة الأسبانية للتعاون التنموي الدولي والذي تنفذه هذه الوكالة ومركز "إنسان". وتعتبر أسبانيا المساواة بين الجنسين ووضعيات العاملات المنزليات في لبنان مسألة تؤثر بشكل أساسي في الوضع العام لحقوق الإنسان فيه. ووفقاً لهذه المعطيات، يعتبر عمل أسبانياً من خلال مشروع على غرار هذا المشروع مكماً لعمل المنظمات الأخرى، لاسيما الاتحاد الأوروبي ككل. ومن أجل تحقيق الأهداف الرئيسية لهذا المشروع،



سوف يتم تقديم مساعدة اجتماعية وقانونية للعاملات المنزليات المهاجرات، فضلاً عن تسهيل اندماج أولادهن في النظام التربوي الوطني وإطلاق حملة توعية على أوضاعهن.

## مشروع سويدي يجمع أشخاصاً من خلفيات مختلفة على المسرح

في إطار برنامج "تماسي" الإقليمي الداعم لحرية التعبير بشكل عام والفنون المسرحية بشكل خاص، قدمت الوكالة السويدية للتعاون التنموي وأكاديمية ستوكهولم للفنون الدرامية مساهمة لمسرح شمس في بيروت.

فخلال عام 2010، ساهم الدعم السويدي في المحافظة على هذه المساحة المفتوحة لجمع أشخاص من خلفيات مختلفة يستخدمون الثقافة لإيجاد أرضية مشتركة. وبصورة خاصة، حاول المسرح بفاعلية الوصول إلى الفنانين الشباب

بهدف منحهم فرصة تقديم عملهم للجمهور العريض وتالياً تطوير النقاش الذي يتناول المسائل السياسية والاجتماعية والثقافية الحالية.

## مركز سكايز: دعم يومي للصحافيين

غير أن مشروع "سكايز" لا يتوقف عند هذه الحدود، وإنما يتضمن أيضاً مركز محفوظات ومكتبة متخصصة وموقعا إلكترونياً. كما أن المركز يصدر بيانات صحافية وتقارير ونشرة إعلامية وينظم مؤتمرات وورشات عمل ومعارض. وتسمح جميع هذه النشاطات بتوعية الرأي العام وإخطار السلطات والمنظمات الدولية.

لمزيد من المعلومات: [www.skeyesmedia.org](http://www.skeyesmedia.org)

شجبت الاعتداءات على حرية الصحافة بصورة أفضل. وعليه، تسمح قاعدة معلومات مكونة من بيانات تم جمعها ميدانياً بإطلاق نظام إنذار فوري في حالة الانتهاكات الخطرة. وفي كل بلد، يتم إحصاء الحالات المحالة إلى القضاء، وبالنسبة إلى الصحافيين الذين تتم ملاحقتهم، توفر المؤسسة خدمة معونة قضائية. علاوة على ذلك، يؤمن المركز مساعدة مادية (سكن وطعام) وخدمة إعادة اندماج مهني للصحافيين الذين يعانون من الصعوبات.

يهدف دعم حرية الصحافة في الشرق الأدنى، بدعم الاتحاد الأوروبي نشاطات "سكايز" (عيون سمير قصير)، وهو مشروع كبير لمؤسسة سمير قصير. وبفضل هبة بقيمة مليون يورو، يوفر المركز الكائن في بيروت دعماً مادياً ومساعدة قانونية للصحافيين المهتمين في منطقة الشرق الأدنى.

وتقضي الفكرة أولاً بإنشاء شبكة من الصحافيين على المستويين الإقليمي والدولي، من أجل

### جائزة سمير قصير 2011

## سنة مميزة لحرية الصحافة

رئيسياً في قلب الانتفاضات الشعبية، من خلال جعلنا نعيشها مملتها كما لو كنا فيها". وأضافت: "إنهم جميعاً لسان حال الشعوب وتوقها إلى الحرية والديمقراطية والعدالة الاجتماعية التي تشكل بالنسبة إلى الاتحاد الأوروبي حقوقاً عالمية غير قابلة للتفاوض".

لمزيد من المعلومات:

<http://www.prixsamirkassir.org>

وهذه السنة، بلغ عدد المشاركين 220، وهو رقم قياسي يزيد 50% عن عدد المشاركين في عام 2010.

وبعد التشديد على الصدى الخاص لنسخة 2011 من جائزة سمير قصير، قالت السفيرة أنجلينا أيجهورست إن "الربيع العربي ما كان على ما هو لولا الشبكات الاجتماعية والصحافيين والمدونين والصحافة الإلكترونية. لقد أدوا جميعاً دوراً

بعد ست سنوات على رحيل سمير قصير، سلّمت رئيسة بعثة الاتحاد الأوروبي في لبنان السفيرة أنجلينا أيجهورست، جائزة سمير قصير لحرية الصحافة 2011 خلال احتفال أقيم في بيروت في 2 حزيران. وفازت الصحافية المصرية إيتار الكنتاتي بجائزة 10000 يورو عن مقالها في فئة أفضل مقال رأي: "فزاعة المسلمة المحجبة"، المنشور باللغة الإنكليزية في الصحيفة الإلكترونية المصرية "بكيا مصر" (20 كانون الثاني 2011). وفي فئة "أفضل تحقيق صحفي"، حاز الصحافي اللبناني حبيب بطح على جائزة 10000 يورو عن مقاله: "العودة إلى وادي اليهود"، المنشور على الموقع الإلكتروني الإنكليزي لقناة الجزيرة القطرية (16 كانون الأول 2010).

وتكافئ جائزة سمير قصير لحرية الصحافة التي يمنحها الاتحاد الأوروبي صحافيين تميزا بجودة عملهما والتزامهما حيال الديمقراطية ودولة القانون. وتكرم هذه الجائزة التي تنظم سنوياً منذ عام 2006 بالتعاون مع مؤسسة سمير قصير الصحافي اللبناني سمير قصير الذي اغتيل في 2 حزيران 2005 في بيروت. وفي إمكان مواطني 18 بلداً في شمال إفريقيا والشرق الأوسط والخليج العربي المشاركة في المسابقة.



من اليمين إلى اليسار: السفيرة أنجلينا أيجهورست والفائزان حبيب بطح وإيتار الكنتاتي والسيدة جيزيل خوري-قصير.

# حقوق الإنسان والديمقراطية: مشاريع ممولة من الاتحاد الأوروبي في لبنان (٢) المساواة بين الجنسين وتمكين المرأة في صلب العمل الخارجي للاتحاد الأوروبي



لوحة إعلانية انتشرت على الطرقات ضد التمييز بين الجنسين.

باتت المساواة بين الجنسين والدفاع عن حقوق المرأة أولوية بالنسبة إلى الاتحاد الأوروبي في جميع أنحاء العالم. في الواقع، منذ عام 2009، لم تعد المساواة بين الجنسين مسألة جوهرية في المشاريع الممولة من الاتحاد الأوروبي فحسب، بل باتت أولوية قائمة بذاتها. لهذا السبب، مَوَّل الاتحاد الأوروبي عدداً من الخطوات في هذا المجال بقيمة إجمالية تصل إلى 3 ملايين يورو في لبنان منذ عام 2009.

ففي نيسان 2010، صادق مجلس الوزراء على قانون لحماية المرأة من العنف الأسري. وعلى غرار العديد من مشاريع القوانين الأخرى، ينتظر هذا المشروع موافقة مجلس النواب اللبناني. غير أن الخطوة الأولى أنجزت بمجرد صياغة مشروع القانون. وهذه نتيجة عمل منظمة "كفى عنف واستغلال" وتمويل الاتحاد الأوروبي. وسوف يعتبر اعتماد مجلس النواب للقانون بصورة نهائية واحداً من أهم الإنجازات بالنسبة إلى المدافعين عن حقوق المرأة في لبنان.

بالمساواة بين الرجل والمرأة في الزواج والعائلة (كحضانة الأطفال أو حقوق المرأة لاختيار الشهرة والمهنة والوظيفة). ويتوقع الاتحاد الأوروبي أن يترجم لبنان مبادئ الاتفاقية من خلال العمل على إلغاء التمييز بسبب الجنس.

وتحدد اتفاقية "سيداو" التي اعتمدها الجمعية العامة للأمم المتحدة في عام 1979، وهي وثيقة دولية لحقوق المرأة، الأمور التي تشكل تمييزاً ضد المرأة وتضع برنامجاً للعمل الوطني لإنهاء تمييز من هذا النوع. غير أن لبنان وسوريا والأردن - من بين بلدان أخرى - ما زال لديهم تحفظات على نقاط مهمة في الاتفاقية مثل المادة 16 التي تتعلق

وفي مناسبة اليوم العالمي للمرأة في 8 آذار وفي إطار مبادرة ممولة من الاتحاد الأوروبي، أطلقت منظمة "كفى" حملة إعلامية إقليمية لرفع التحفظات عن اتفاقية إلغاء جميع أشكال التمييز ضد المرأة (سيداو). وتشمل هذه الحملة الأردن وسوريا وتتضمن مبادرات دعم تستهدف النواب وصانعي القرار فضلاً عن الضغط في وسائل الإعلام.

## حماية الفئات الضعيفة: كيف يساعد الاتحاد الأوروبي المهاجرين في لبنان

حقوق الإنسان في لبنان فحسب، بل نتج منها أيضاً توصيات عملية لصانعي السياسة الرئيسيين، خصوصاً في مسائل التمييز العنصري وتهريب المهاجرين في لبنان.

كما تضمن المشروع مهرجاناً ناجحاً لأفلام حقوق الإنسان في شهر شباط 2011، وإطلاق موقع إلكتروني يشكل أرضية للمدافعين عن حقوق الإنسان في لبنان: [www.humanrights-lb.org](http://www.humanrights-lb.org)



صورة خاصة: Ferran Quevedo/AIDA

أوضاع العمال المهاجرين أو عند الضرورة تغيير أصحاب العمل وتقديم رعاية صحية ومساعدة قانونية. وفي مراكز التوقيف، يزور المحامون والعمالون الاجتماعيون المهاجرين واللجوءين غير الشرعيين أو يسهلون إصدار أوراقهم القانونية أو يطلبون اللجوء للمؤهلين منهم، ويسرعون الإجراءات الإدارية لتجنب التوقيف لمدة طويلة.

وبالإضافة إلى هذا الدعم اليومي، يشجع الاتحاد الأوروبي مبادرات المناصرة والضغط الطويلة الأمد من خلال جهود منسقة للمجتمع المدني. ولتحقيق هذا الهدف، رعى الاتحاد الأوروبي من بين نشاطات أخرى تحالفاً من المنظمات غير الحكومية بقيادة "لجنة التنسيق بين منظمات الخدمة التطوعية" COSV التي تتبادل المعلومات في شأن مسائل حقوق الإنسان وتنشرها. وتم تنفيذ خطوات "البحث والعمل" على العديد من مسائل حقوق الإنسان على شكل مبادرة مشتركة لم تسمح بوضع دراسات علمية عن انتهاكات

يعيش المهاجرون في لبنان، سواء كانوا عمالاً أو عاملات منزليات متحدرين بغالبيتهم من آسيا أو إفريقيا، أو لاجئين أو طالبي لجوء، في ظروف هشة في غالبية الأحيان. كما أنهم يتعرضون بصورة خاصة للعديد من الانتهاكات لحقوقهم الأساسية، ولا يؤمّن القانون اللبناني لهم حماية كافية، خصوصاً في ما يتعلق بالإطار القانوني الخاص بالعمل. وفي هذا السياق، تدعم بعثة الاتحاد الأوروبي نوعين من الأعمال.

أولاً، يدعم الاتحاد الأوروبي مالياً كاريتاس، وهي منظمة غير حكومية تقدم مجموعة كبيرة من الخدمات والمساعدة للمهاجرين. وتساعد المنظمة العاملات المنزليات، خصوصاً من يتعرضن لسوء المعاملة من جانب أصحاب العمل، على غرار حجز حريتهن وإجبارهن على العمل لمدة طويلة جداً من الوقت، أو معاملتهن بطريقة عنيفة. وتقدم كاريتاس العديد من أنواع الدعم على غرار التعويض عن الأجور غير المدفوعة أو تسوية

# حقوق الإنسان والديمقراطية: مشاريع ممولة من الاتحاد الأوروبي في لبنان (أ) وحدة استشارية لتعزيز قدرات مجلس النواب البناني وموارده



يهدف تحسين تلاؤم وفاعلية تعزيز الديمقراطية في العالم، عمد الاتحاد الأوروبي أخيراً إلى تعزيز دعمه للبرلمانات الوطنية في بلدان الجوار. وفي لبنان، تظهر الفاعلية المحدودة لمجلس النواب والحاجة إلى تعزيز الإجراءات التشريعية بوضوح في التقرير الذي أعده في شهر تموز 2009 النائب غسان مخيبر، وهو تقرير يحلل كيف أن 300 مشروع قانون مرتبط بمسائل رئيسية في البلاد تنتظر راهنا مناقشتها واعتمادها من جانب اللجان النيابية المختلفة ومن الهيئة العامة في ما بعد.

ولهذا السبب، وبالتعاون مع مجلس النواب اللبناني، قرر الاتحاد الأوروبي تقديم دعم بقيمة 500 ألف يورو لوحدة استشارية ضمن مجلس النواب لتوفير مساندة مهنية للجان النيابية في إشرافها المالي وتدقيقها التشريعي. ويهدف هذا المشروع الذي تنفذه مؤسسة وستمنستر للديمقراطية إلى تعزيز قدرات مجلس النواب وتالياً ضمان الحكم الرشيد في لبنان.

وتقيم المؤسسة في الوقت الراهن الاحتياجات بتنسيق وثيق مع النواب بما يضمن تحقيقهم أعلى فائدة من المشروع. وما إن يتم وضع خطة التدريب، سوف تستعين الوحدة الاستشارية بخبراء لبنانيين وأوروبيين لتقديم مساعدة فنية قصيرة وطويلة الأمد لجميع النواب. وحتى اليوم، انضم إلى هذه العملية كل من مكتب

الموازنة وتحقيق أعلى استخدام للأموال العامة أو تحديد المعايير الدولية التي يجب أن تمتثل لها الاقتراحات التشريعية.

وبعد انتهاء المشروع، التزم مجلس النواب بأن يساهم بنفسه في موازنة الوحدة الاستشارية. وهذا يمثل خطوة أولى مهمة أعلن عنها رئيس مجلس النواب نبيه بري بهدف ضمان مسؤولية مجلس النواب عن نتائج المشروع وديمومته.

التدقيق الوطني البريطاني ووحدة التدقيق في مجلس العموم البريطاني والمعهد المالي اللبناني وديوان المحاسبة والجامعة اللبنانية. وسوف يلتقي النواب اللبنانيون بنظراء لهم بريطانيين في مجلس العموم في لندن لتبادل الخبرات وأفضل التجارب.

وسوف يشمل هذا الدعم العديد من المسائل مثل كيفية تعزيز مهارات إعداد التقارير وإعداد

## المواطنون ينشرون ثقافة الإصلاح الانتخابي

بتقييم تلاؤم مسار الانتخابات مع المعايير الديمقراطية الدولية على الأرض، وإما أعدوا التقارير بالانتهاكات وقدموا التوصيات. واستخدمت الجمعية هذه المعلومات مباشرة لأغراض الضغط والتأييد وخصوصاً من خلال المؤتمرات الصحافية والبيانات الصحافية.

وفي الوقت الراهن، يستمر المتطوعون في دعم الحوار في شأن الإصلاح الانتخابي في مناطقهم. ووفق المديرية التنفيذية للجمعية اللبنانية لديمقراطية الانتخابات يارا نصار، فإن "هذا المشروع لم يساهم في إبقاء الإصلاح الانتخابي على الأجندة السياسية فحسب، بل أوجد شبكة متكاملة من المواطنين الملتزمين بالإصلاح الانتخابي على مستوى محلي للغاية".

ولتحقيق هذه الهدف، بما في ذلك من خلال الدعم المالي الذي يوفره الاتحاد الأوروبي، نظمت الجمعية دورات تدريبية ودورات لبناء القدرات في ست مناطق لبنانية مختلفة لـ122 متطوعاً باتوا في ما بعد مراقبين للانتخابات. ويساهم هؤلاء المواطنون اليوم في تعميم ثقافة الانتخابات الديمقراطية في مجتمعاتهم المحلية عبر تنظيم النقاشات عما تعلموه عن مراقبة الانتخابات والإصلاحات الانتخابية والمعايير الدولية الخاصة بالانتخابات. كما جرى وضع دليل للممارسات الديمقراطية وتم توزيعه لزيادة منافع الدورات التدريبية.

وبفضل المعرفة التي اكتسبها، راقب هؤلاء المواطنون بغالبيتهم الانتخابات البلدية والاختيارية في شهر أيار 2010. ولم يكتفوا

في إطار السياسة الأوروبية للجوار، التزم الاتحاد الأوروبي بدعم جهود لبنان الآيلة إلى إصلاح نظامه الخاص بالتمثيل السياسي، بما في ذلك إطره الانتخابي. وحتى اليوم، قدم الاتحاد الأوروبي دعماً للسلطات اللبنانية والمجتمع المدني على السواء لدعم المزيد من الإصلاحات في هذا الشأن. علاوة على ذلك، شارك الاتحاد الأوروبي في مراقبة الانتخابات من خلال إرسال لجنين لمراقبة الانتخابات في عامي 2005 و2009، بناء على دعوة من السلطات اللبنانية لتقييم تلاؤم الانتخابات مع المعايير الديمقراطية العالمية.

ويمثل نشر ثقافة الإصلاح الانتخابي على المستوى المحلي في لبنان إحدى الأولويات الرئيسية للجمعية اللبنانية لديمقراطية الانتخابات.

ووسائل الإعلام. وعلى هذين المستويين، كانت تجربة عام 2009 مخيبة للآمال ويجب تحليلها. لكن المشكلة لا تنحصر في النصوص التي تم اعتمادها في قانون 2009، وإنما أيضاً في الطريقة غير الفاعلة لتطبيق هذه النصوص من جانب هيئة الإشراف على الحملة الانتخابية والقضاء. وأخيراً يجب وضع مجموعة من التدابير ذات الطابع الإداري أي الأوراق المطبوعة سلفاً والافتراء الفعلي للمغتربين اللبنانيين، إلخ. لذلك تشكل الإصلاحات الضرورية تحدياً حقيقياً.

ولتحقيق كل هذا، ينتابني الشك في قدرة النواب والسياسيين على إنجاز عمل جيد. لذلك أقترح إعادة تشكيل لجنة "حكماء" (على غرار اللجنة التي ترأسها الوزير السابق فؤاد بطرس) قادرة على إعداد مشروع قانون جديد وتطوير ديناميكية حوار خارج مجلس النواب. وهذا شرط لازم لنجاح الإصلاح.

**4) كنتم وراء تقرير يظهر عدم فاعلية مجلس النواب. هل تعتقدون بأن هذه المسألة المهمة تنال ما يكفي من الاهتمام؟**

لا على الإطلاق ويا للأسف، ومن جانب جميع السياسيين من كل اتجاه الذين يخوضون السياسة على طريقة "مبارزة القرون الوسطى" بدلا من اعتماد سياسة بناء مؤسسي. فنحن نعاني جميعاً من عدم فاعلية برلمانية، على المستويين التشريعي والرقابي على السواء. لكنني لم أر بعد إرادة لإعطاء الإجابات المناسبة من دون تقاذف الكرة.

## آخر دقيقة

# المزيد من الطموحات للسياسة الأوروبية للجوار: نحو تعميق الديمقراطية

وأخيراً، سوف يهدف أحد مسارات مساعدة الاتحاد الأوروبي إلى توفير دعم أكبر للمجتمع المدني المحلي وجميع الفاعلين الملتزمين بالتغيير الديمقراطي. وتأتي هذه الآليات الجديدة لتعزز الآليات القائمة أصلاً في إطار السياسة الأوروبية للجوار.

لمزيد من المعلومات:  
[http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com\\_11\\_303\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com_11_303_fr.pdf)

لقد تم التقدم باقتراحات ملموسة (خصوصاً اقتراح تعديل نظام مجلس النواب الذي تقدّمت به في عام 2003)؛ وقد حان الوقت لبدء مجلس النواب بإعادة التفكير في عيوبه من دون عقد ويجد لها الحلول لأنها أساسية للديمقراطية العاملة. فلا ديمقراطية من دون انتخابات، وإنما أيضاً لا ديمقراطية في حال أدت الانتخابات إلى مجلس نيابي لا يعمل أو يعمل بصورة سيئة جداً.

**5) طالما اعتُبر لبنان متقدماً على جيرانه العرب في مجال حقوق الإنسان والديمقراطية. لكن تبيّن أنه في بعض البلدان (تونس ومصر، إلخ.) يمكن أن يتغيّر الوضع القائم بسرعة. فكيف تعتقدون بأنه سيكون على لبنان التكيف مع الأحداث التي تهزّ المنطقة؟**

سوف استخدم صورتين لأجيب على هذا السؤال. هناك قول أحبه كثيراً وهو "في مملكة العميان الأعور سلطان". فلبنان الذي يفتخر بنفسه، أحياناً عن وجه حق وإنما أحياناً أخرى وغالباً بالمقارنة مع جيرانه، يستفيد إن أجرى نقداً ذاتياً صادقاً ليدرك أن الطريق ما زالت طويلة أمامنا لإجراء انتخابات جيدة واحترام حقوق الإنسان وبناء دولة القانون المعززة بقضاء مستقل وفاعل، وهذه كلها أمور تشكل مجتمعة ركائز الديمقراطية.

فالديمقراطية على الطريقة اللبنانية التي هي شبه غير مفهومة بالنسبة إلى أصدقائنا الأجانب والتي هي جيدة بمقدار ما هي سيئة وتكاد

بههدف مواجهة حجم التغييرات السياسية الحاصلة في الجوار الجنوبي للاتحاد الأوروبي، وإيماناً منه بضرورة تعزيز دعمه للإصلاحات السياسية أكثر فأكثر، أعلن الاتحاد في نهاية شهر أيار عن استراتيجية جديدة للسياسة الأوروبية للجوار التي أطلقت في عام 2004. ولهذه الغاية، تم تخصيص حزمة بقيمة 1.24 مليار يورو تُضاف إلى الـ 5.7 مليار يورو المخصصة أصلاً للفترة 2011-2013.

وتشكل مراجعة مجموع العلاقات السياسية وكذلك الاقتصادية مع كل من الجيران، في ضوء

## غسان مخبير: "لنكن واقعيين ونطلب المستحيل!"



(1) صادق لبنان على العديد من الاتفاقيات الدولية للدفاع عن حقوق الإنسان. لكن هذه الاتفاقيات تواجه صعوبات في ترجمتها على أرض الواقع من خلال تدابير ملموسة وقوانين وتقارير. ما السبب برأيكم؟

كانت حقوق الإنسان لمدة طويلة غير مدرجة في أولويات الدولة اللبنانية. وفي اللجنة النيابية لحقوق الإنسان، ولاسيما من خلال الخطة الوطنية لحقوق الإنسان، نحاول إعادة تركيز هذا الاهتمام على مستوى السلطتين التشريعية والتنفيذية، وفي مختلف الوزارات المعنية وفي القضاء، بالتعاون مع المجتمع المدني.

وحقوق الإنسان ليست مجرد نصوص، بل هي إرادة وتمويل وممارسة يومية وثقافة. ويتمتع لبنان على مستوى مجتمعه بثقافة تسعى إلى تطبيق قيم الحريات الأساسية. ويتعين على السلطات العامة أن تؤمن الباقي أي الإرادة السياسية والمؤسسات الفاعلة والتمويل الضروري أحياناً والتشريعات الملائمة.

ولا يمكن تحقيق هذا إلا في إطار مواضيعي، أي موضوع تلو الآخر وحرية تلو الأخرى. فمعالجة مشكلة السجون على سبيل المثال تتطلب تمويلاً خاصاً وتحتم وجود مؤسسات قادرة على العمل وفق مقاربة جديدة للسجون (من جانب سلطة مستقلة برأيي)؛ ويجب أيضاً إعادة النظر في قانون أصول المحاكمات الجزائية وكفاءة القاضي الذي يعمد إلى توقيفات احتياطية عشوائية. ويثبت هذا المثل أنه بالنسبة إلى مشكلة معقدة، لا يمكن أن يكون هناك إلا إجابات وبرامج معقدة. وتسبب مواضيع أخرى كحرية المعتقد والدين مشاكل متعلقة بتعزيز حقوق الأفراد في مواجهة الطوائف، أي مسألة تمس المساحة العلمانية غير الطائفية، وهذه مشكلة تشريعية وإدارية وليست فقط ثقافية أو مؤسسية أو مالية...

وهذه هي المقاربة التي اعتمدها: في الخطة الوطنية، لدينا توصيات بحسب الحرية والموضوع. ولا يمكننا أن نعمم إلا للتشديد على غياب الإرادة السياسية. ولطالما جرى اعتبار حقوق الإنسان ثانوية، قبل الانسحاب السوري وبعده. فعلى سبيل المثال، وفي ما يتعلق بمسألة المفقودين، لم ألاحظ تغييراً كبيراً قبل الانسحاب السوري وبعده، سوى إعلانات نبات لم تترجم ويا للأسف إلى أي خطوة ملموسة.

تعاود تعلم التنسيق مع السلطات العامة، بما فيها مجلس النواب والوزارات، لأن هذا التنسيق ممكن ووظيفته ليست سوى تفعيل عمل الطرفين، أي عمل المجتمع المدني وعمل السلطات العامة.

(3) من بين الإصلاحات المحتملة لجعل النظام الانتخابي متلائماً مع المعايير الدولية، ما الإصلاحات التي من الممكن اعتمادها قبل الانتخابات النيابية في عام 2013؟

أنا أنادي دائماً بشعار فرنسي يعود إلى أيار 1968: "لنكن واقعيين ونطلب المستحيل". لا يمكنني الإعداد لبناء الدولة اللبنانية الديمقراطية - التي أطلع عليها - باكتفائي بما هو ممكن. تبقى سنتان، ولكن بإرادة حقيقية، يمكننا إنجاز الكثير من الأمور خلالها. وطموحي هو إنجاز كل شيء! أي تحقيق جميع الإصلاحات.

وتتضمن هذه الإصلاحات مراجعة نظامنا الانتخابي على أمل اعتماد النسبية في إطار دوائر يُقال عنها متوسطة (عشر دوائر)، وإنشاء هيئة مستقلة لإدارة الانتخابات التشريعية والبلدية، وتطوير مشاركة المرأة على مستوى الترشح والنظر جدياً في مشروع الكوتا. كما يجب مراجعة التجربة اللبنانية لناحية الموضوع الأساسي المتعلق بتمويل الحملات الانتخابية

(2) في لبنان، يتمتع المجتمع المدني الذي يدافع عن حقوق الإنسان والديمقراطية بديناميكية كبيرة. برأيكم، ما هامش تقدمه المحتمل؟ وكيف يمكن لهؤلاء المناضلين تحسين عملهم لمواجهة انتهاكات حقوق الإنسان والإفلات من العقاب؟

أوصي مجتمع حقوق الإنسان بمواجهة التحديات الآتية:

(1) أولاً، تنسيق أفضل وتعاون أفضل. أنا شخصياً أعتبر أن النموذج الذي حقق أفضل نجاح في لبنان هو نموذج الحملات الوطنية التي تديرها جمعية متخصصة يدعمها عدد من الجمعيات الأخرى المهتمة بشكل أو بآخر.

(2) ثانياً (وهذا موجه إلى المنظمات الدولية والجهات المانحة على السواء)، يجب تطوير القدرات المؤسسية للجمعيات بمقدار التركيز على مشاريع خاصة. فمع قليل من التمويل، يمكننا فعل الكثير في لبنان لأن للتطوع مردود. وطالما عانت الجمعيات اللبنانية من مشكلة استمراريتها المؤسسية، بينما ضرورات التحرك والعمل ضخمة.

(3) ثالثاً - وهذا نموذج اعتمدها في الخطة الوطنية - يجب أن تتعلم الجمعيات أو أن

# النشرة

العدد 1 | 2011

## ربيع حقوق الإنسان والديمقراطية

حقوق الإنسان،  
حقوق الجميع



تكتسب الأحداث التي تهب المنطقة أهمية كبرى. ففي هذا "الربيع العربي"، تطالب الشعوب بحياة أفضل و باحترام كرامتها وحقوقها الأساسية. ويستحق هذا التوق إلى المزيد من الديمقراطية والتعددية والعدالة دعماً جميعاً، لأن هذه الحقوق عالمية.

لقد تجاوز الاتحاد الأوروبي سريعاً مع هذه الأحداث عبر تطوير أدوات يجب أن تسمح للدول الشريكة وكذلك للمجتمع المدني بالماضي قدماً في حقوق الإنسان والديمقراطية. فمن خلال جعل أوروبا الديمقراطية وحقوق الإنسان قيمها الأساسية، بنت نفسها وهي مستمرة في البناء. وهذا هو أيضاً معنى عملنا السياسي في الخارج، فنحن مقتنعون بأن النظام الديمقراطي الحريص على احترام حقوق الإنسان هو الوحيد الكفيل بديمومة السلام والاستقرار والتقدم.

ومع تنفيذ أكثر من عشرين مبادرة في الوقت الراهن - بقيمة إجمالية تبلغ 25 مليون يورو - يرافق الاتحاد الأوروبي في لبنان العديد من الفاعلين، مجسداً بعيداً من الكلام الالتزام الأوروبي لصالح حقوقهم. وفي لبنان كما في كل مكان، تعتبر حقوق الإنسان حقوق كل فرد، أي حقوق المرأة والعامل المهاجر والصحافي المعرض للخطر والسجين... لكنها أيضاً حقوق الجميع، أي من يريدون أن يروا في لبنان دولة قانون ومؤسسات ديمقراطية ونظاماً قضائياً فاعلاً ومستقلاً. وفي منطقة تسودها فورة ديمقراطية، يتعين على لبنان أيضاً سلوك مسار الإصلاح نحو المزيد من الديمقراطية ودفاع أفضل عن حقوق الجميع.

أنجلينا أيجهورست  
رئيسة البعثة

الإنسان لمؤسسات الدولة اللبنانية على مستوي صنع السياسة ودعم تنفيذ الإصلاحات على السواء. كما يجري توفير التمويل للمجتمع المدني من خلال الآلية الأوروبية للديمقراطية وحقوق الإنسان حتى يكون محفزاً للإصلاح السياسي والدفاع عن حقوق الإنسان.

ويتجاوز تعاوننا في لبنان (أكثر من 20 مبادرة منفصلة بقيمة أكثر من 25 مليون يورو يجري صرفها حالياً و20 مليون يورو إضافية قيد التحضير) ورشات العمل والمؤتمرات والندوات. فقد حقق تعاون الاتحاد الأوروبي مع لبنان نتائج ملموسة. فعلى سبيل المثال، يستفيد ضحايا التعسف والاساءة الآن من دعم قانوني ونفسي، وأصبح العمال المهاجرون يدركون حقوقهم وكيفية المطالبة بها أكثر، وتدريب الجسم القضائي اللبناني بات أفضل لضمان إتمام الإجراءات القانونية بشكل عادل. كما أن الناخبين باتوا يملكون معلومات أفضل عن كيفية ممارسة مهامهم، بينما صقل النواب مهاراتهم لإقرار التشريعات، وباتت النساء في الهرمل قادرات أكثر على المشاركة في الحياة العامة، في حين حَسُن الأطفال الفلسطينيين ظروفهم المعيشية في مخيم نهر البارد.

لكن تبقى هناك العديد من التحديات العالقة التي تتطلب عملاً فورياً: إلغاء عقوبة الإعدام والمساواة بين المرأة والرجل والظروف المعيشية للاجئين وفاعلية القضاء واستقلالته وتلاؤم ظروف السجون مع المعايير الدولية وحماية المهاجرين واستئصال جميع أنواع التمييز.

ويبقى الاتحاد الأوروبي جاهزاً في لبنان وفي المنطقة، لدعم جهود من يناضلون من أجل حماية حقوق الإنسان والإقرار بها، وليكون شريكاً يعتمد عليه في ترسيخ الديمقراطية ودولة القانون والحرية.



على إثر الانتفاضات الشعبية هذا الربيع في العالم العربي، طور الاتحاد الأوروبي أدوات خاصة لمواجهة التحديات والاستفادة من الفرص الجديدة التي أنتجها الربيع العربي. وتعيد السياسة الأوروبية للحوار الجديدة صياغة الشراكة بهدف تسهيل عملية الانتقال في المنطقة ووضع تدابير عملية لدعم "الديمقراطية المعقدة" وحقوق الإنسان والعدالة الاجتماعية والحكم الرشيد ودولة القانون. في الواقع، وكما شددت الممثلة العليا للاتحاد الأوروبي كاثرين أشتون أخيراً، يجب أن تكون حقوق الإنسان "الخيطة الفضية الذي يمر عبر أعمالنا".

يجري الحوار السياسي في شأن حقوق الإنسان والديمقراطية بين الاتحاد الأوروبي والسلطات اللبنانية بصورة منتظمة. ومن الناحية المؤسسية، تعقد اللجنة الفرعية لحقوق الإنسان المؤلفة من ممثلين عن الحكومة اللبنانية والاتحاد الأوروبي اجتماعات بصورة شبه سنوية. وتشكل هذه اللجنة الفرعية فرصة لمراقبة ومتابعة الالتزامات اللبنانية والأوروبية لدفع حقوق الإنسان والديمقراطية قدماً في لبنان.

ويجري توفير المساعدة المالية المخصصة لحقوق

في هذا العدد

- مقابلة مع النائب غسان مخيبر
- حقوق الإنسان والديمقراطية: مشاريع ممولة من الاتحاد الأوروبي في لبنان
- الاتحاد الأوروبي وحرية الصحافة في الشرق الأدنى
- عمل الاتحاد الأوروبي في لبنان: مشاريع الدول الأعضاء
- صوت أقوى للاتحاد الأوروبي في الجمعية العامة للأمم المتحدة

